

DEPARTEMENT DU VAR
COMMUNE D'OLLIOULES
DIRECTION GENERALE DES SERVICES



Ville d'Ollioules

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION POUR LE DEPOT DE RUCHES

Cf. délibération n° 22/10/4.1 du 31 octobre 2022

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Monsieur le MAIRE d'OLLIOULES, Robert BENEVENTI, spécialement habilité aux présents termes de la délibération n° 14.04.1 du 7 avril 2014 du CONSEIL MUNICIPAL donnant DELEGATIONS PERMANENTES au Premier Magistrat de la Commune pendant la durée de son mandat sans aucune restriction et sont donc totales,

Hôtel de Ville
CS 40108
83191 OLLIOULES CEDEX

Ci-après dénommé, « LA COMMUNE »,

D'UNE PART

ET :

L'association « APIVET83 », représentée par son Président Monsieur Francis DESMARAIS, immatriculée au répertoire SIRENE en mai 2021 sous le SIREN numéro 900 481 276 et pour laquelle les ruches sont référencés sous le code NAPI A0007533

Siège social :
67, avenue Frédéric Mistral
83500 LA SEYNE SUR MER

Ci-après dénommée, « L'ASSOCIATION »,

D'AUTRE PART

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE

Afin de permettre à l'association « APIVET83 » représentée par son Président Monsieur Francis DESMARAIS de pouvoir bénéficier d'un emplacement sur le terrain sis quartier de Piédardant à Ollioules pour le dépôt de 20 ruches maximum, il est nécessaire de réaliser un contrat de mise à disposition pour le dépôt de ruches avec la Ville d'Ollioules.

IL A ETE EXPRESSEMENT CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV

ARTICLE 1 – OBJET

La COMMUNE souhaite développer une activité de sensibilisation en faveur des pollinisateurs et de la biodiversité. L'ASSOCIATION qui a pour objet de promouvoir une apiculture raisonnée en respectant et en favorisant la biodiversité entomologique et leurs écosystèmes est fondée à devenir partenaire de la ville.

Dans le cadre de ce contrat, la COMMUNE concède à titre de prêt à usage purement gracieux et en conformité des articles 1875 et suivants du Code civil à l'ASSOCIATION qui accepte, sous les clauses, charges et conditions de droit et d'usage en pareille matière et notamment sous celles énumérées aux présentes, un emplacement situé sur la parcelle du terrain dit ROMAN sis quartier de Piédardant à Ollioules, cadastrée BD 21 (Cf. plans 1 et 2 ci-annexés), d'une surface d'environ 800 m². Le tout désigné ci-après « les biens prêtés ».

La COMMUNE autorise l'ASSOCIATION à installer au maximum 20 ruches contenant chacune une colonie d'abeilles dans l'emplacement identifié ci-dessus. Il est à noter que le terrain ROMAN est géré par l'association des Amis de l'Olivier pour le compte de la COMMUNE et que l'ASSOCIATION devra se conformer aux usages du gestionnaire de la parcelle.

Si nécessaire et à la demande de la COMMUNE, une première sensibilisation pédagogique pourrait être conduite auprès du personnel et des membres de l'association gestionnaire avant l'installation des abeilles. L'installation des ruches se fera dans l'espace clôturé identifié. Elles seront posées sur des supports adaptés. L'utilisation de pneumatiques est proscrite et interdite. Le débroussaillage sera effectué par l'association pour faciliter la pose des ruches. Une aide pourra être apportée par les agents de la COMMUNE à condition que ceux-ci soient libres ou prévenus bien en amont de l'installation.

ARTICLE 2 – DUREE / RENOUVELLEMENT / DENONCIATION

Le présent contrat est consenti pour une durée de 1 an, renouvelable annuellement par tacite reconduction mais ne pouvant excéder une durée totale de 12 ans conformément à l'article L.2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales alinéa 5, à compter du 1^{er} octobre 2022.

Toutefois, le présent contrat peut être dénoncé :

1- à tout moment sans préavis par la COMMUNE :

- dans le cas où l'intérêt général viendrait à exiger soit le déplacement, soit la suppression, soit le besoin de disposer des biens prêtés. Dans cette hypothèse, un nouvel emplacement pourrait être désigné en accord avec l'ASSOCIATION et suivant les coutumes de transhumance ;
- si les biens prêtés sont utilisés à des fins non conformes ou dans des conditions contraires aux dispositions prévues par le présent contrat.

2- à tout moment par l'ASSOCIATION :

- elle pourra dénoncer le présent contrat et libérer les biens prêtés à condition de prévenir par lettre recommandée avec accusé de réception 2 mois à l'avance.

ARTICLE 3 - DISPOSITION FINANCIERE

Le présent contrat est consenti à titre gratuit et en conformité des articles 1875 et suivants du Code civil à l'ASSOCIATION qui l'accepte dans le cadre d'un partenariat « gagnant-gagnant » entre la COMMUNE et l'ASSOCIATION en échange de prestations, d'initiations ou demandes d'interventions à destination des personnels communaux, publics ou scolaires par demi-journées portant sur la thématique des abeilles, la ruche, la colonie, etc.

L'ASSOCIATION participera aux activités organisées par la COMMUNE sous forme de visites, de conférence, d'ateliers....

L'ASSOCIATION récoltera le miel associé au rucher et aura la possibilité de proposer à la vente le miel et produits dérivés de la ruche issus de son exploitation, au moins une fois par an, après la récolte saisonnière, lors d'événements communaux ou salons dédiés au développement durable ou à la consommation en circuit court.

La COMMUNE s'engage à valoriser la présence des ruches de l'ASSOCIATION par tous moyens de communications internes et externes.

ARTICLE 4 - CLAUSES TECHNIQUES

a. EXPLOITATION ET ENTRETIEN DES RUCHES

L'ASSOCIATION reste propriétaire et seul exploitant des ruches. L'ASSOCIATION s'engage en qualité de propriétaire-récoltant à entretenir les ruches sur tous les plans notamment sanitaire tout au long de l'année et à récolter le miel avec désignation du terroir de récolte. Le suivi sanitaire des colonies sera assuré par le vétérinaire apicole de l'ASSOCIATION.

Les traitements sanitaires entrepris devront respecter le cahier des charges de l'apiculture biologique même sans souscription au label.

Les ruches occuperont les biens prêtés toute l'année. Un déplacement temporaire pourra être envisagé notamment en cas de présence ou d'attaque du Frelon Asiatique afin de protéger les colonies.

L'ASSOCIATION reste propriétaire des denrées produites quelles qu'elles soient. La COMMUNE s'engage à permettre l'accès aux biens prêtés à l'ASSOCIATION en fonction des exigences et besoins liés au travail apicole. Les visites apicoles seront effectuées par les membres actifs en présence d'un responsable de l'ASSOCIATION (membre du conseil d'administration).

La COMMUNE s'engage à maintenir un point d'eau afin d'abreuver les colonies d'abeilles et de ne pas déplacer les ruches ni autoriser une tierce personne à intervenir sauf écrit de l'apiculteur ou son représentant.

Des plantations mellifères telles que des romarins, lavandes pourront être effectuées dans l'association apivet83 dans la zone concernée de cette convention.

b. DECLARATIONS

L'ASSOCIATION s'engage à effectuer toutes les démarches administratives nécessaires auprès des institutions concernées par l'implantation d'un rucher.

Un double de la déclaration annuelle sera remis auprès de la Direction Générale des Services entre le 1^{er} septembre et 31 décembre. En complément des dispositions réglementaires et arrêtés préfectoraux, les dispositions suivantes devront être suivies et respectées par l'ASSOCIATION, à savoir :

- ✓ apposer un panneau visible et clair à l'endroit où seront installées les ruches mentionnant le numéro d'immatriculation de l'exploitant ;
- ✓ apposer un second panneau précisant en grosses lettres « attention ruches ».

Après tout enlèvement de ruches, l'emplacement devra être nettoyé et débarrassé de tout le matériel utilisé pour l'exploitation du rucher.

ARTICLE 5 – CHARGES ET CONDITIONS

L'ASSOCIATION s'engage à maintenir les biens prêtés, objet des présentes, en bon état d'entretien pendant la durée d'occupation et à prendre toutes dispositions pour ne pas nuire à l'usage du gestionnaire de la parcelle.

A compter de cette mise à disposition, l'ASSOCIATION sera gardien des biens prêtés. Elle pourra le mettre à la disposition des membres dûment habilités et sous sa responsabilité.

Ce prêt à usage est consenti et accepté de bonne foi entre les parties et en conformité des usages, sous les clauses, charges et conditions suivantes, que l'ASSOCIATION s'engage à respecter :

1- Elle prendra les biens prêtés dans leur état actuel, sans recours contre le PRETEUR pour quelque cause que ce soit et, notamment, pour mauvais état, vices apparents ou cachés, existence de servitudes passives apparentes ou occultes et, enfin, d'erreur dans la désignation sus-indiquée et sans pouvoir exiger aucune réparation, ni travaux de quelque nature que ce soit pendant toute la durée du contrat.

2- Elle occupera les biens prêtés paisiblement et honorablement et ne pourra y exercer que l'activité précisée en objet du présent contrat à l'article 1. Elle s'opposera à tous empiètements et usurpations et, le cas échéant, en préviendra immédiatement la COMMUNE afin qu'elle puisse agir directement.

3- Elle ne pourra embarrasser, d'une manière ou d'une autre, aucune partie des biens prêtés ni même les abords et les parties extérieures. Elle devra tenir les biens prêtés pendant toute la durée du contrat en constant état de propreté et devra débarrasser régulièrement le site de tous encombrants.

4- Toute modification éventuelle dans les biens prêtés ne pourra intervenir sans le consentement préalable et par écrit de la COMMUNE. Dans ce cas, ils devront être exécutés sous la surveillance de la COMMUNE et devront à la fin du contrat rester à la COMMUNE, sans indemnité, à moins que celle-ci n'exige le rétablissement des lieux dans son état primitif et aux frais de l'ASSOCIATION.

5- Elle devra se conformer scrupuleusement aux règlements de police administrative et aux règles de sécurité liées à son activité.

6- Elle fera son affaire personnelle du gardiennage et de la surveillance des biens prêtés, la COMMUNE ne pouvant en aucun cas et à aucun titre être responsable des vols ou dégradations dont l'ASSOCIATION pourrait être victime dans les biens prêtés.

7- En cas de besoin, elle devra laisser le personnel de la COMMUNE et de l'association gestionnaire du site accéder librement aux biens prêtés.

ARTICLE 6 – RESPONSABILITE CIVILE / ASSURANCE

L'ASSOCIATION s'engage à respecter les distances d'implantation des ruches par rapport aux habitations, voies publiques et privées d'accès, des espaces jeux des enfants conformément au code rural et à l'arrêté préfectoral en vigueur relatif aux emplacements des ruches et tout autre réglementation spécifique. En aucun cas la COMMUNE ne pourra être tenue responsable en cas de vol ou de dégradation commis sur les ruches. Toutes remises en état du matériel détérioré ou dégradé seront réalisées par l'ASSOCIATION. En cas de vol, elles pourront être remplacées par l'association qui aura contracté une assurance à cet effet.

La responsabilité de la COMMUNE ne saurait être engagée pour quelques causes que se soient, ni pour les dommages causés aux ruches, ni pour ceux qui seraient occasionnés par les abeilles ou un tiers.

Les signataires du contrat comprennent que le risque de piqure d'abeille est inhérent à l'installation et à la gestion des ruches sur un lieu public malgré toutes les précautions que les apiculteurs de l'ASSOCIATION prendront pour en éviter la survenance. En conséquence, la COMMUNE renonce à rechercher la responsabilité de l'ASSOCIATION sur tout dommage survenant directement ou indirectement d'une piqure d'abeille.

La COMMUNE ne pourra être tenue responsable des accidents corporels ou matériels pouvant survenir pendant l'occupation ou l'utilisation du lieu mis à disposition de l'ASSOCIATION.

De fait l'ASSOCIATION déclare avoir souscrit au moment de la signature une assurance responsabilité civile professionnelle et s'engagera à fournir tous les ans une copie de l'attestation à la Commune à la date d'échéance auprès de la Direction, Générale des Services.

ARTICLE 7 - SECURITE

L'occupation des biens prêtés s'effectuera dans le respect de l'ordre public, de l'hygiène et des bonnes mœurs conformément à la législation en vigueur. L'ASSOCIATION s'engage à signaler tout problème de sécurité dont elle aurait connaissance concernant les biens prêtés.

En cas d'intervention nécessaire dans le périmètre, l'ASSOCIATION sera prévenue au moins 48 heures à l'avance et devra, si cela s'avère nécessaire, fermer les ruches le temps de l'intervention.

La COMMUNE n'interviendra en aucune manière sur les ruches. En cas d'essaimage, l'ASSOCIATION sera prévenue afin que celle-ci s'empare de l'essaim dans les meilleurs délais pour le placer dans une nouvelle ruche.

ARTICLE 8 - CONTROLE

Un contrôle de bonne utilisation des biens prêtés sera assuré par les services de la COMMUNE en lien avec les agents du site.

ARTICLE 9 – CESSION ET SOUS-LOCATION

Le contrat est conclu *intuitu personae*. Toute cession des droits en résultant ou sous location des biens prêtés est interdite.

ARTICLE 10 - CLAUSE RESOLUTOIRE

A défaut par l'EMPRUNTEUR d'exécuter l'une des clauses, charges et conditions des présentes, la résiliation du contrat sera encourue de plein droit, sans préavis, ni indemnité.

Toutes les conditions de ce prêt sont de rigueur.

ARTICLE 11 - CONTENTIEUX LITIGES

En cas de litige et après épuisement des voies amiables, les parties devront présenter leur conflit devant le Tribunal Administratif de Toulon, 5 rue Racine BP 40510 - 83000 TOULON cedex 9.

ARTICLE 12 : MODIFICATION DE LA PRESENTE CONVENTION

Les dispositions du présent contrat pourront être modifiées par voie d'avenant.

ARTICLE 13 - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élections de domicile chacune en son siège social sus-indiqué.

Fait à Ollioules le en deux exemplaires originaux dont un exemplaire sera remis à chacune des parties qui le reconnaît.

**Pour l'ASSOCIATION⁽¹⁾,
Francis DESMARAIS**

**Pour la COMMUNE,
le Maire, Robert BENEVENTI**

(1) Toutes les pages doivent être paraphées et la signature précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé »

Département :
VAR

Commune :
OLLIOULES

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

PLAN DE SITUATION

Section : BD
Feuille : 000 BD 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/1250

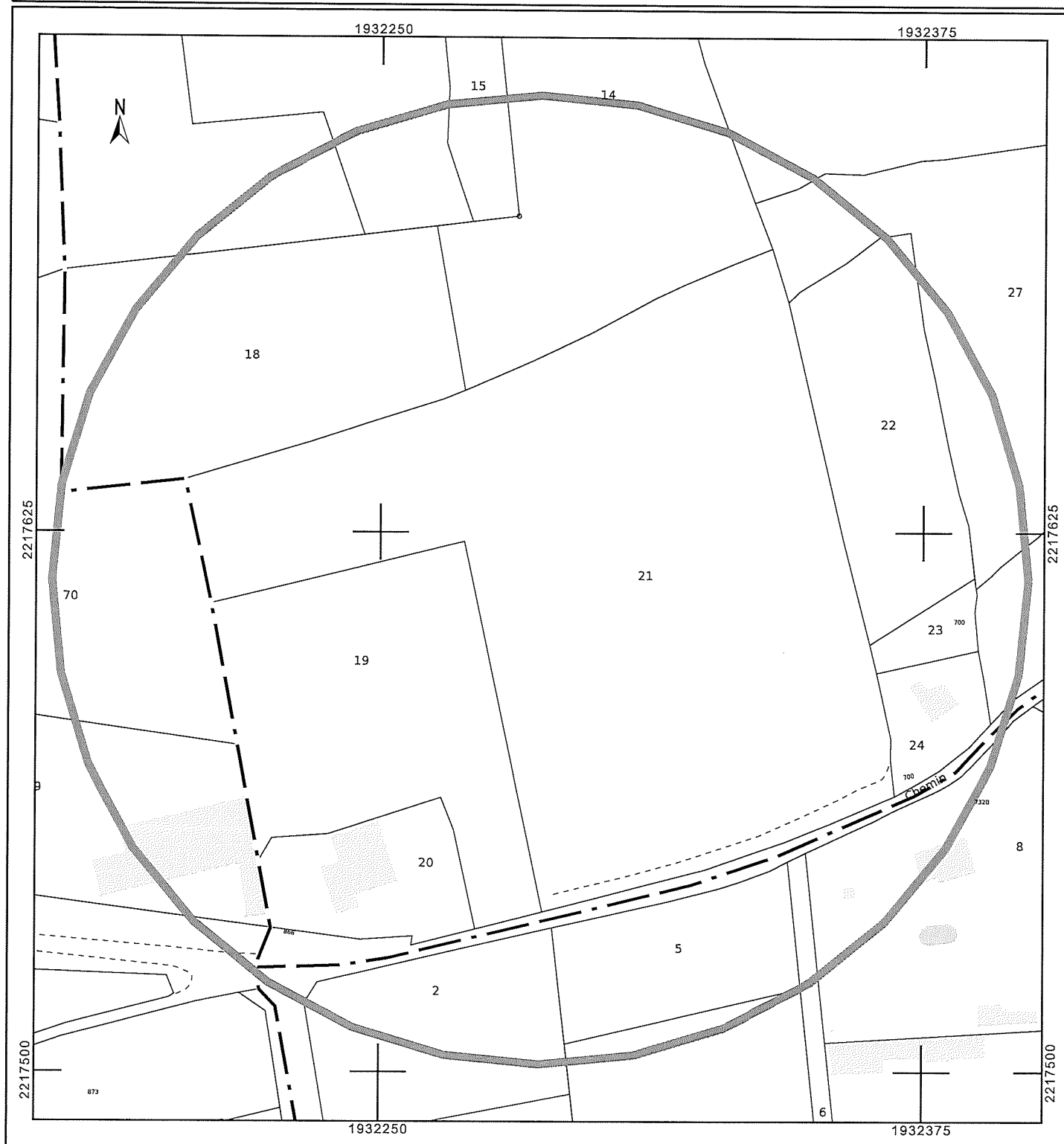
Date d'édition : 18/10/2022
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC43
©2022 Direction Générale des Finances
Publiques

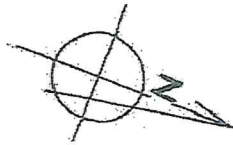
171 Avenue de Vert Coteau CS 20127
83071
83071 TOULON CEDEX
tél. 04 94 03 95 01 -fax
cdfif.toulon@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr

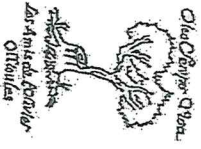


ZONE:
viers "Beun"
viers "Conscience"
viers rares et
viers



VERGER D'OLIVIERS TERRAIN ROMAN

Olivières à planter
Olivières existantes
Bébés oliviers



3100-10-1-100-100

ZONE:
• Démonstrations
taille et greffe
• Plantation
"Bébés oliviers"

